



SODIA marque Arcalia
115 rue Louis Armand
13090 AIX EN PROVENCE

Centre CNMSS de Toulon - bâtiment Brun
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

Date de la commande : 09/12/2016
Rapport N°: 6434240-1-1
Rapport établi le 13/12/2016

A l'attention de M. AGULLO

Rapport d'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et de matériaux et produits hors champ réglementaire.

Lieu d'intervention : CNMSS de Toulon	Propriétaire CNMSS 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon Cedex 9
Adresse : Bâtiment Brun et Bleu – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon Cedex 9	
Date du constat : 13/12/2016	Donneur d'ordre
En présence de : Mr Yves Agullo	CNMSS 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon Cedex 9

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par Bureau Veritas Certification
Certificat n° délivré le 27/08/2013 et valable jusqu'au 28/08/2018

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : MSIG (Ref. contrat : F210.16.0414).
Date de fin de validité : 31/12/2016



Sommaire

1. Objet de la mission.....	3
2. Textes de référence.....	3
3. Résultats et conclusions	3
3.1. Matériaux liste B (hors cadre réglementaire) :	3
3.2. Matériaux hors liste A et B :	6
4. Annexe : Matériaux liste B et matériaux hors liste A et B.....	7
Attestations et certificats :	13

1. Objet de la mission

Evaluer l'état de conservation des matériaux de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

2. Textes de référence

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.
- Code de la Construction et de l'Habitation – articles R271-1 à R271-5 créés par décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement et au contenu du rapport de repérage

3. Résultats et conclusions

3.1. Matériaux liste B (hors cadre réglementaire) :

Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Date de la visite	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée	Mesures associées
13/12/2016	double porte coupe-feu	DTA	bâtiment brun - RDC - accès groupe électrogène	Protection physique étanche: TYPE DE RECOMMANDATION: EP	
13/12/2016	double porte coupe-feu	DTA	bâtiment brun - RDC - accès groupe électrogène	Protection physique étanche: TYPE DE RECOMMANDATION: EP	
13/12/2016	porte coupe-feu	DTA	bâtiment bleu - RDC - accès garage	Protection physique étanche: TYPE DE RECOMMANDATION: EP	
13/12/2016	double porte coupe-feu	DTA	bâtiment bleu - RDC - accès garage	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque faible de l'extension de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: EP	

Les états de conservation sont uniquement à titre indicatif et hors cadre réglementaire car il n'y a qu'une suspicion de matériaux amiantés et pas de présence avérée d'amiante dans les portes coupe-feu.

(1) Mesures recommandées : EP : Evaluation périodique, AC1 : action corrective de premier niveau, AC2 : action corrective de deuxième niveau



L'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à l'environnement des matériaux de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante s'appuie sur les critères fixés par la réglementation, en application de la grille d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

La grille d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation se trouve en annexe du présent rapport.

Sur la base de l'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation des produits et matériaux contenant de l'amiante, les recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes sont les suivantes :



EP : Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder par une personne répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées.

Il fait également procéder, par un organisme accrédité, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.



3.2. Matériaux hors liste A et B :

Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Date de la visite	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée	Mesures associées
13/12/2016	colle de plinthe des groupes froid	Avant travaux	bâtiment brun - R-1 - production froid	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque faible de l'extension de la dégradation: TYPE DE RECOMMANDATION: EP	

Attention :

L'encapsulage en place ne correspond pas au plan de retrait fourni par DEB (Désamiantage et Enveloppe du Bâtiment) n°PRC-DEB-2013-42 version 1 du 4 Juillet 2013.

Les plinthes sont recouvertes par la résine encapsulante mais l'encoffrement béton prévu dessus n'est pas en place.

4. Annexe : Matériaux liste B et matériaux hors liste A et B

■ Critères d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation

CRITÈRES D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DÉGRADATION LIÉS À LEUR ENVIRONNEMENT

RESULTAT DE LA GRILLE	CONCLUSIONS Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes.
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de second niveau

TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU	
✓	Protection physique étanche
✓	Protection physique non étanche ou absence de protection physique
ÉTAT DE DEGRADATION	
✓	Matériau dégradé
✓	Matériau non dégradé
ETENDUE DE LA DEGRADATION	
✓	Ponctuelle
✓	Généralise
RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU	
✓	Risque de dégradation faible ou à terme
✓	Risque de dégradation rapide
✓	Risque faible d'extension de la dégradation
✓	Risque d'extension à terme de la dégradation
✓	Risque d'extension rapide de la dégradation

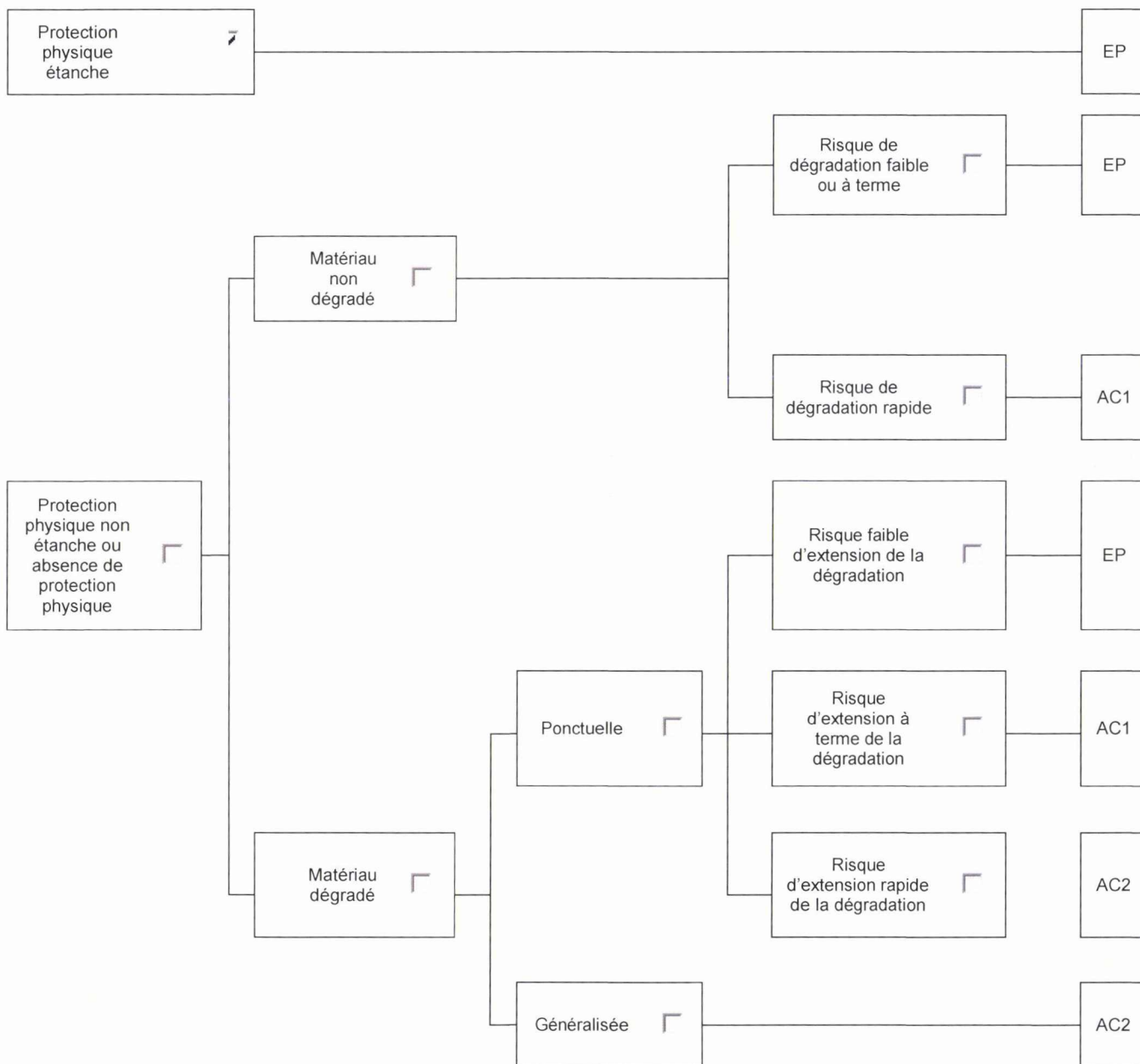
L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ;
- la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.

GRILLES D'EVALUATION N° double porte coupe-feu - bâtiment brun - RDC - accès groupe électrogène
Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène

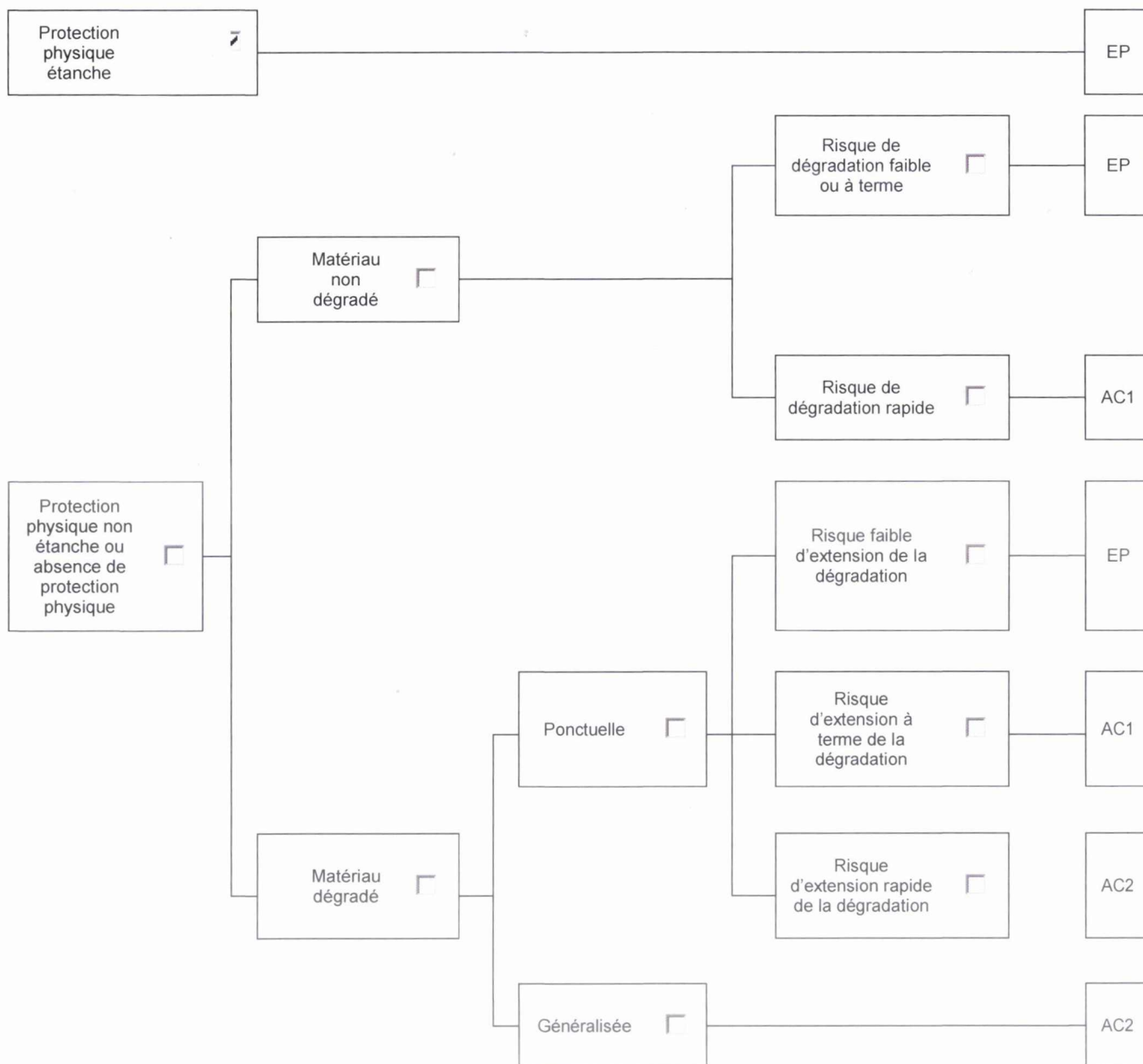
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------



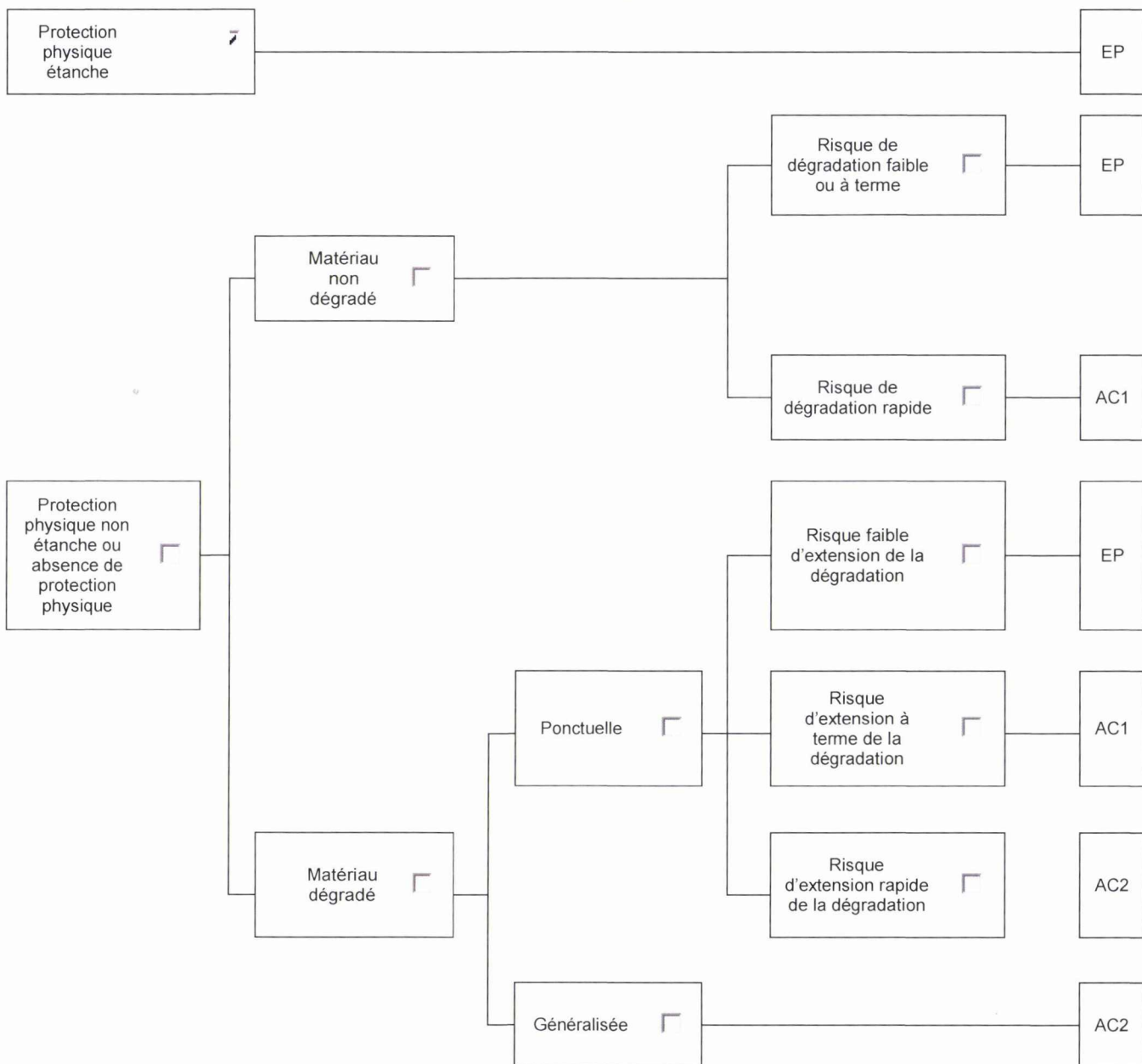


GRILLES D'EVALUATION N° double porte coupe-feu - bâtiment brun - RDC - accès groupe électrogène
Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène

Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------



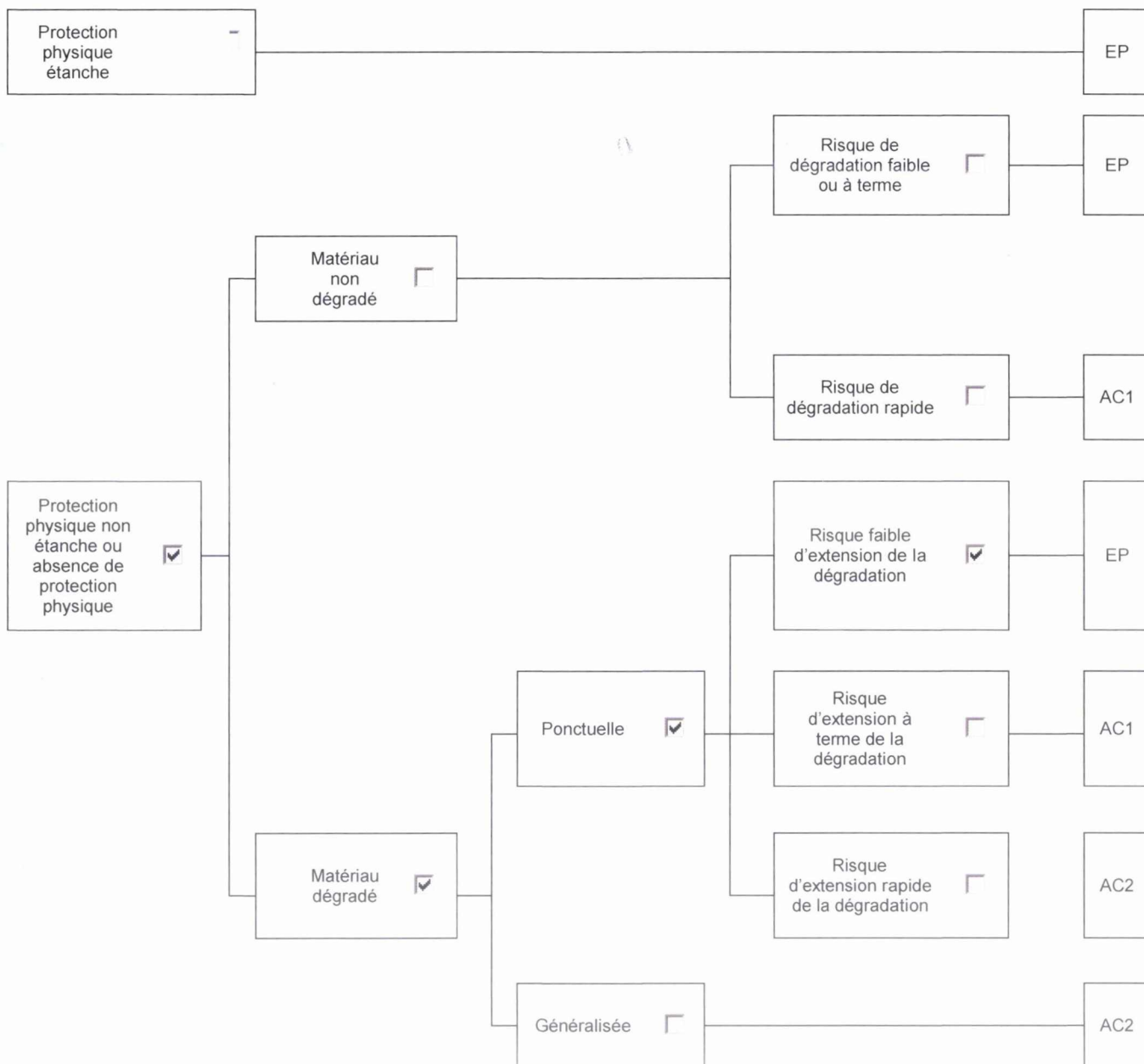
GRILLES D'EVALUATION N° porte coupe-feu - bâtiment bleu - RDC - accès garage Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène				
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation





GRILLES D'EVALUATION N° double porte coupe-feu - bâtiment bleu - RDC - accès garage
Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène

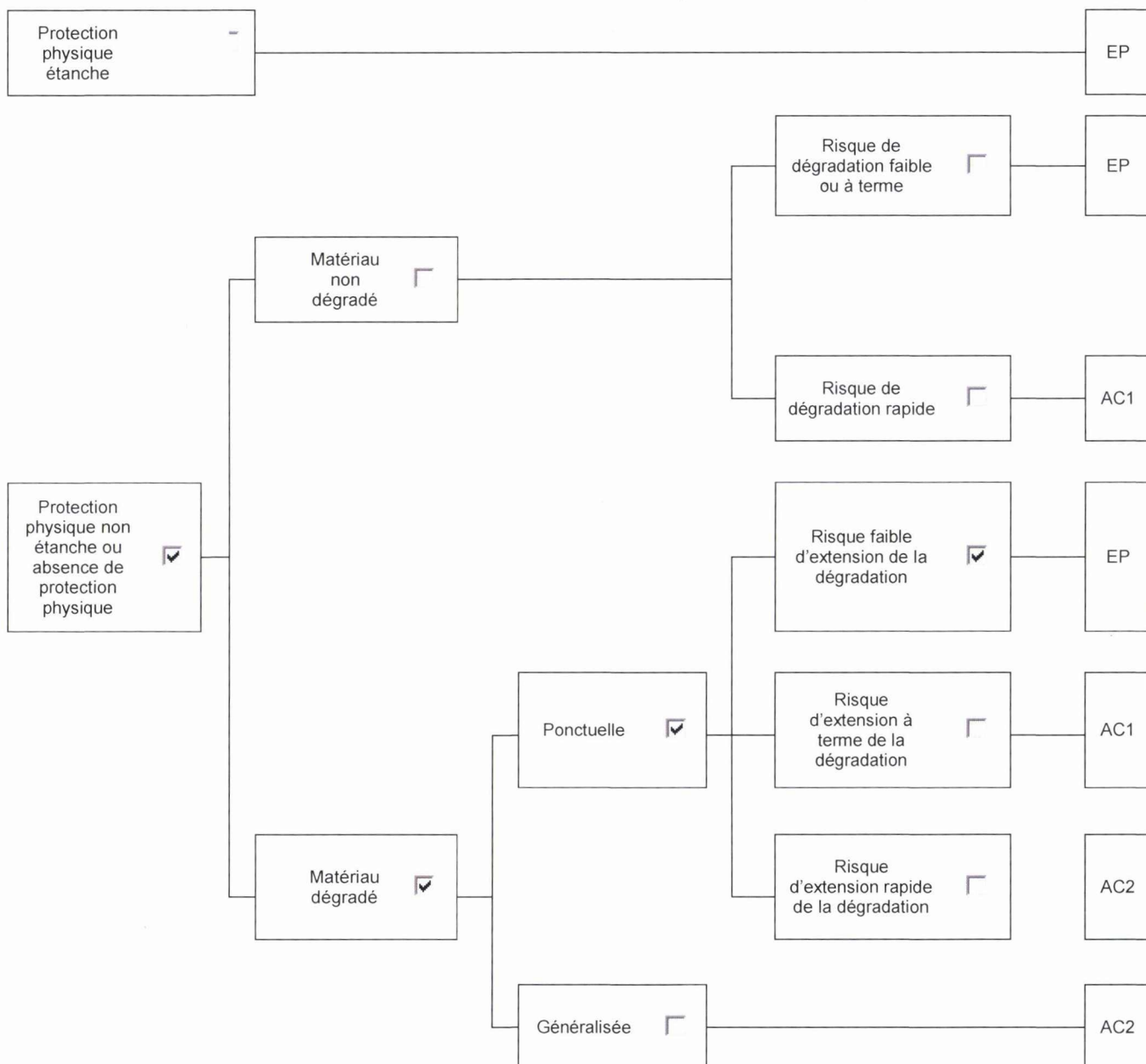
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------





GRILLES D'EVALUATION N° colle de plinthe des groupes froid - bâtiment brun - R-1 - production froid
Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène

Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------





Attestations et certificats :

Attestation d'assurance :



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS
67/71 Boulevard du Château
92200 NEUILLY SUR SEINE

a souscrit auprès de notre Compagnie, un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mis à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâties
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

MONTANTS DE GARANTIES

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), par sinistre 1 000 000 EUR

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), par année d'assurance 1 000 000 EUR

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel: +33(0)1 40 67 42 42
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne



Europe

La présente attestation valable du 01/01/2016 au 31/12/2016 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Paris, le 29/12/2015

MSIG Insurance Europe AG
65, rue de la Victoire - 75009 Paris
Tél : 01 40 67 42 42 - Fax : 01 40 67 12 34
RCS Paris 753143882 00037 - APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tél : +33(0)1 40 67 42 42
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne



Certificat de l'opérateur:

BUREAU VERITAS
Certification



Certificat
Attribué à

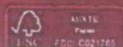
Monsieur Marc FESSARD

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	29/08/2013	28/08/2018
DPE sans mention	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	04/07/2013	03/07/2018
Plomb sans mention	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification	09/06/2013	08/06/2018
Termites métropole	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification	04/07/2013	03/07/2018

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-diag



Date : 03/10/2014
Numéro de certificat : 2741770

Jacques MATILLON
Directeur Général

P/O [Signature]

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 80, avenue du Général de Gaulle - 92048 Paris La Défense
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Peupliers - BP 55 - 92573 Cergy Pontoise Cedex

